

Commission de suivi de site ISDND Septèmes-les-Vallons

**Tri des 5 flux déchets d'activités
économiques / Contexte régional
du stockage des déchets non
dangereux**

Véronique LAMBERT

*Chargée de mission Déchets – Cheffe de
projet de la stratégie régionale de l'État en
matière de déchets*

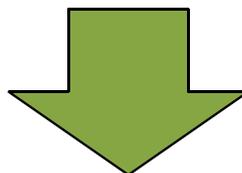
*Service Prévention des Risques
DREAL PACA*

Marseille – 6 Mars 2018

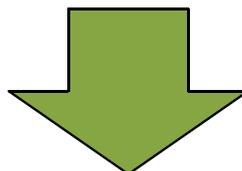


Le cadre réglementaire de l'obligation de tri

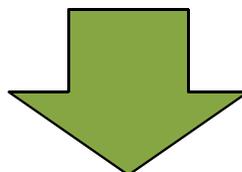
Directive 2008/98/CE relative aux déchets



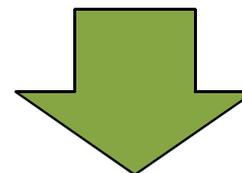
LOI n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte



Décret n°2016-288 du 10 mars 2016 Article D. 543-278 à 287

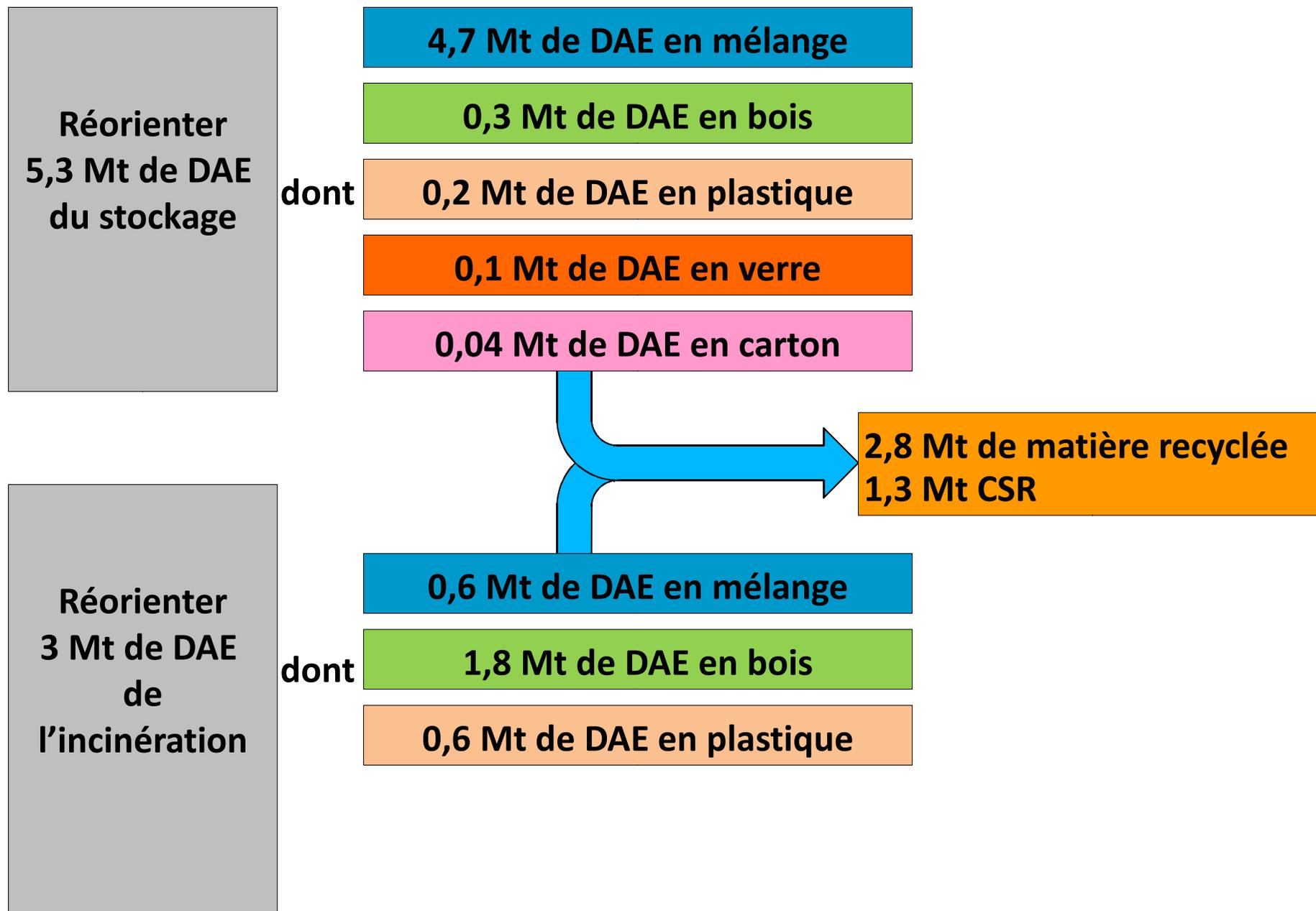


Arrêté du 27 avril 2016 relatif au tri à la source et à la collecte séparée des déchets de papiers de bureau



Depuis le 1^{er} juillet 2016 : obligation de tri à la source et de collecte séparée des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois

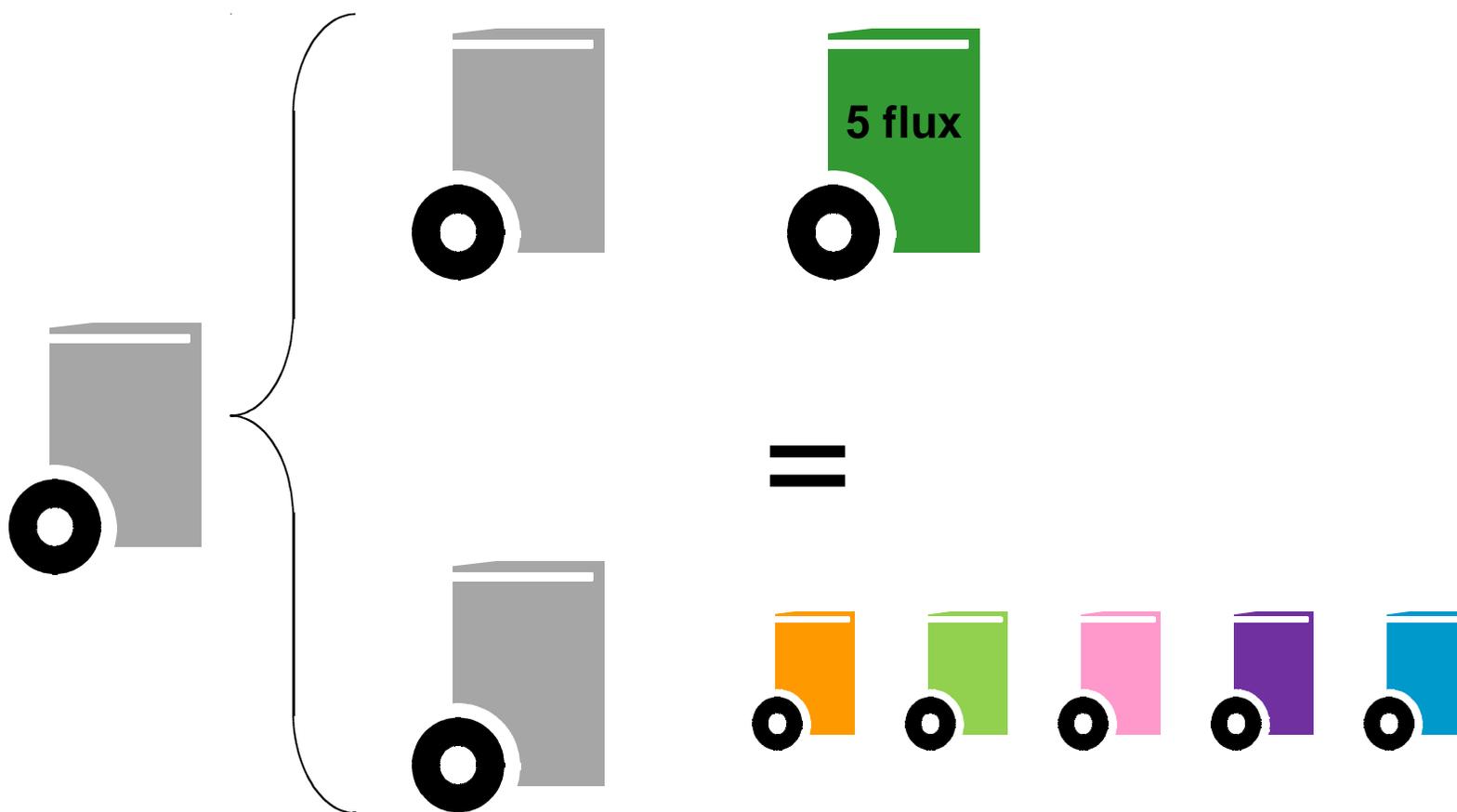
Les enjeux quantitatifs nationaux du tri des déchets d'activités économiques (DAE)



L'obligation de tri : champ d'application

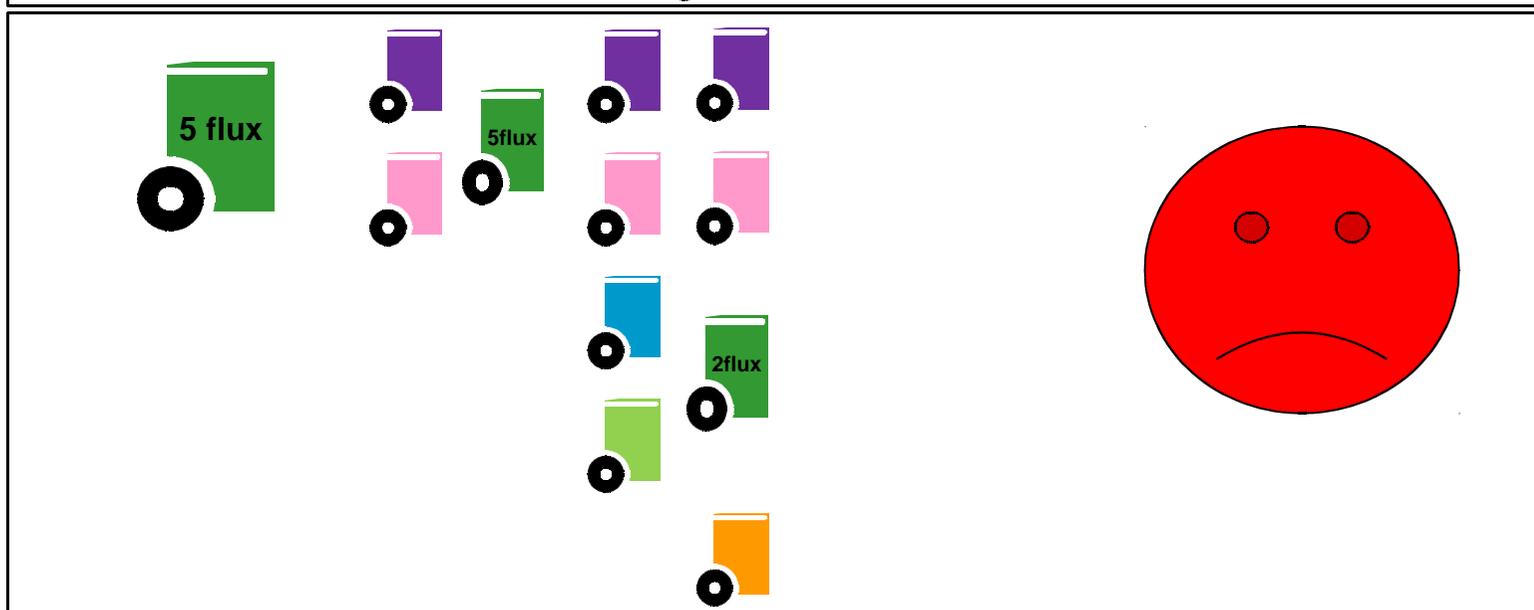
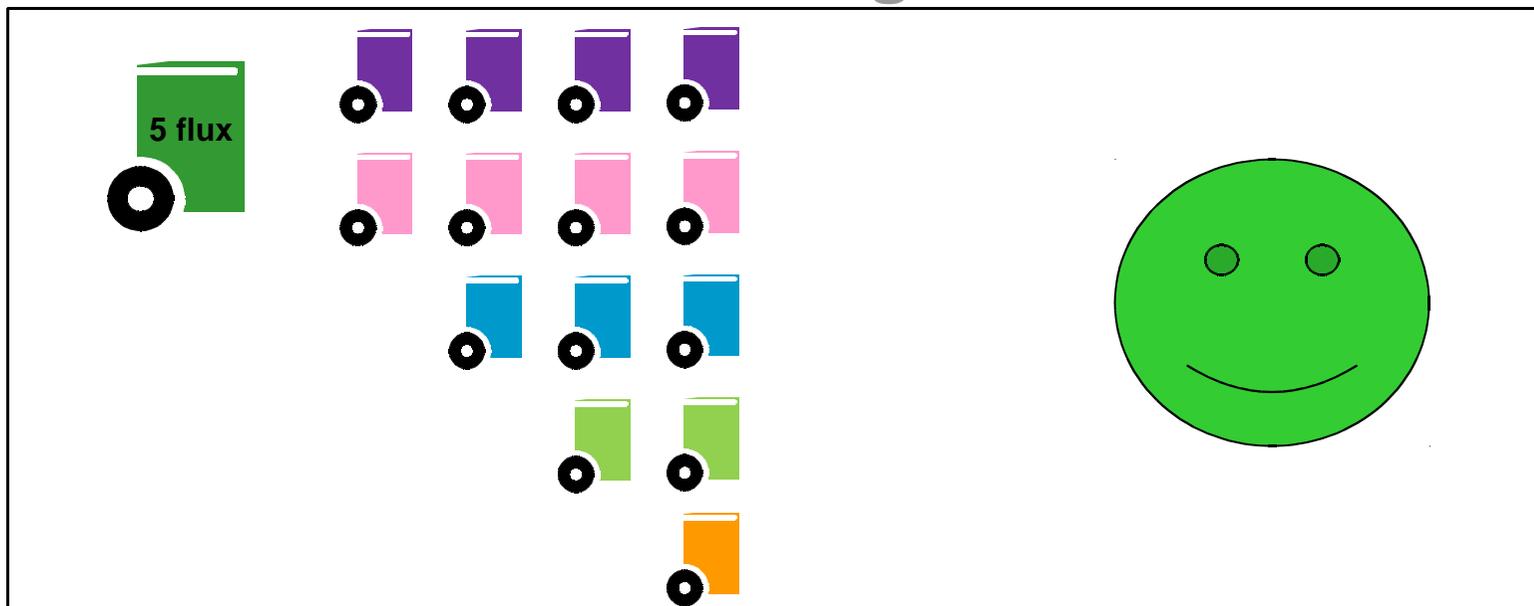
- Applicable aux **producteurs ou détenteurs de déchets** composés majoritairement en masse **de papier, de métal, de plastique, de verre ou de bois** → y compris **le carton** → y compris **les papiers de bureau** ;
- Applicable aux **activités économiques**, y compris les administrations, collectivités locales ..., qui produisent **plus de 1100 l de déchets / semaine** (tous déchets confondus) ;
- Applicable aux **activités économiques** ..., qui produisent **moins de 1100 l de déchets / semaine** (tous déchets confondus) mais **ne les remettent pas au service public de gestion des déchets** ;
- Applicable aux **activités économiques** ..., installés sur **une même implantation**, desservis par **le même prestataire** de gestion des déchets, qui produisent **ensembles plus de 1100 l de déchets / semaine** (tous déchets confondus) ;
- **N'est pas applicable aux ménages** ;
- N'est pas applicable aux collectivités **dans le cadre du service public de gestion des déchets des ménages.**

L'obligation de tri et de collecte séparée



Uniquement une obligation de tri à la source et de collecte séparée
→ Pas d'exigence portant sur le nombre de bac à utiliser
→ Possibilité de tri ultérieur

L'interdiction de mélange des DAE triés



Interdiction de mélanger des déchets n'ayant pas fait l'objet d'un même type de tri

La valorisation des déchets triés

Les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre ou de bois sont :

- **Directement valorisés** par leur producteur / détenteur ;
- Cédés à un **exploitant d'installation** de valorisation ;
- Cédés un **intermédiaire** assurant une **activité de collecte**, de transport, de négoce ou de courtage de déchets.

Dans tous les cas, **l'exploitant** d'installation ou **l'intermédiaire délivre chaque année**, avant le 31 mars, au producteur / détenteur une **attestation de valorisation** mentionnant :

- Les quantités de déchets leur ayant été confiées;
- La nature des déchets (papier, de métal, de plastique, ...)
- La destination de valorisation finale.

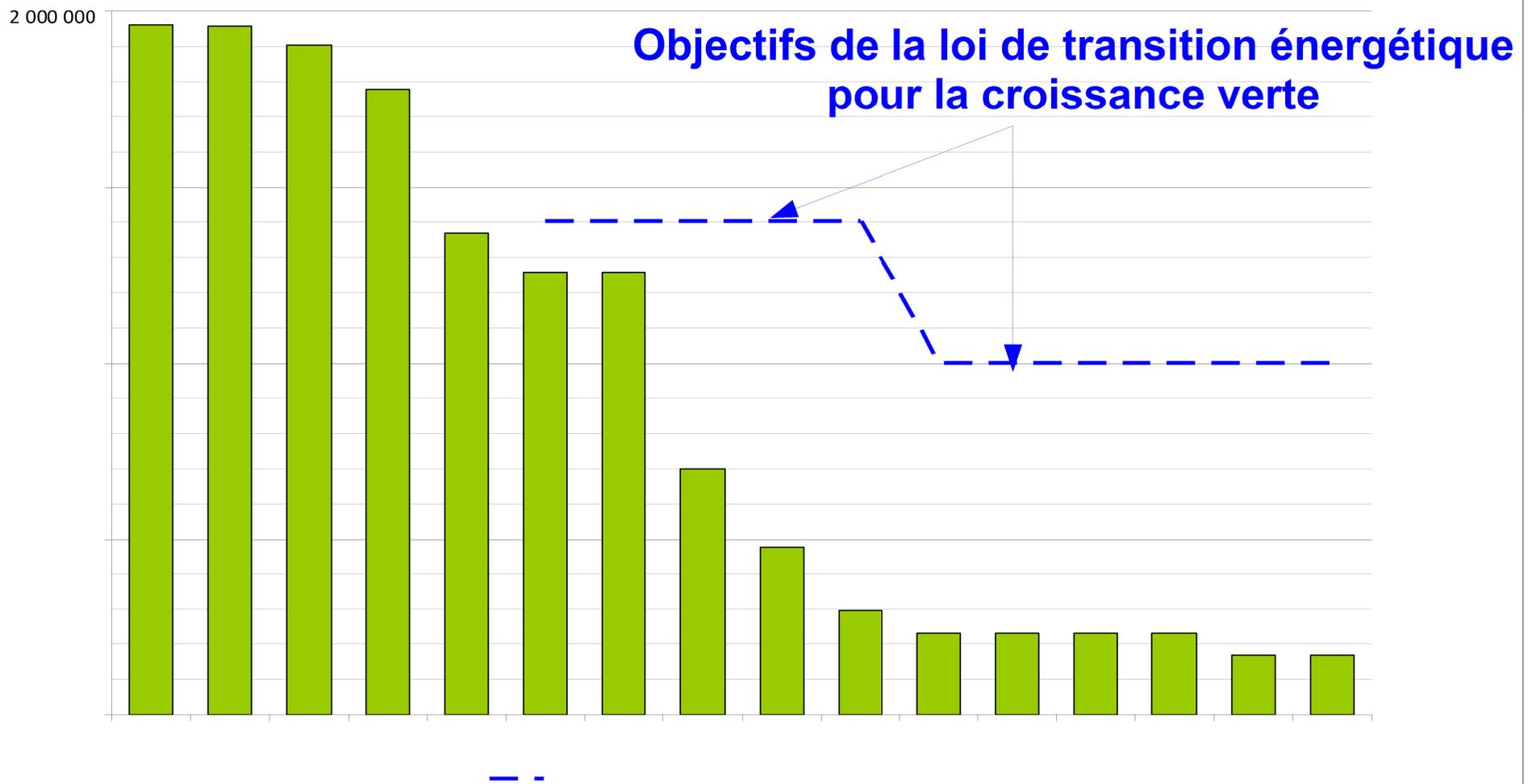
Le cas des papiers de bureau

Les papiers de bureau sont du papier → le tri des papiers de bureau est obligatoire lorsque le « tri 5 flux » doit s'appliquer.

Dans les autres cas la logique du « tri 5 flux » est conservée aux détails des critères d'assujettissement et des dates d'entrée en vigueur :

- 1er juillet 2016, sur les implantations regroupant plus de 100 personnes;
- 1er janvier 2017, sur les implantations regroupant plus de 50 personnes;
- 1er janvier 2018, sur les implantations regroupant plus de 20 personnes;
- 1er juillet 2016, sur les implantations regroupant plus de 20 personnes des administrations publiques de l'Etat et établissements publics de l'Etat.

Contexte régional du stockage de déchets non dangereux



Plan régional de prévention et de gestion des déchets PRPGD

- Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République 2015 : les PRPGD doivent tous être approuvés en février 2017 (contentieux européen)
- Février 2018 : seul le projet de PRPGD de Normandie est en phase de consultation administrative
- CALENDRIER du PRPGD de PACA :
 - Réunions départementales, ateliers thématiques, groupes de travail, bilatérales ont eu lieu en 2017
 - 5ème et dernière CCESP tenue le 23 février 2018 : vote du projet de PRPGD, majorité écrasante de votes favorables
 - Consultations administratives : printemps 2018
 - Saisine de l'Autorité Environnementale : été 2018
 - Enquête publique en suivant
 - Approbation : mars 2019 / *Compatibilité des actes administratifs vis-à-vis du PRPGD à compter de la date de son approbation (plans départementaux en vigueur dans l'attente)*



Territorialisation des objectifs par systèmes du SRADDET

Les besoins de valorisations organique, matière, énergétique et en stockage seront déclinés pour chaque système/bassin de vie dans un objectif d'autosuffisance par système

Légende

- EPCI_2017
- PACA_2015_ISDND
- PACA_2015_TMB
- PACA_2015_Tfi
- PACA_2015_UVE-PMM
- PACA_2015_UVO
- PACA_2015_Transfert

zonage-bassins

- Système Alpin
- Système Azuréen
- Système Provençal
- Système Rhodanien



Territorialisation des objectifs de stockage de DND

- Légende
- EPCI_2017
 - PACA_2015_ISDND
 - PACA_2015_TMB
 - PACA_2015_Tfi
 - PACA_2015_UVE-PMM
 - PACA_2015_UVO
 - PACA_2015_Transfert
- zonage-bassins
- Système Alpin
 - Système Azuréen
 - Système Provençal
 - Système Rhodanien

Besoin régional en 2025 : 750 000 t/an

Système alpin
2015 : 4 ISDND
Etat 2019 : 155 500 t/an
Besoin 2025 : 70 000 t/an

Système rhodanien
2015 : 2 ISDND
Etat 2019 : 100 000 t/an
Besoin 2025 : 89 000 t/an

Système azuréen
2015 : 0 ISDND
Etat 2019 : 0 t/an
Besoin 2025 : 161 000 t/an

Système provençal
2015 : 9 ISDND
Etat 2019 : 1 114 250 t/an
Besoin 2025 : 431 000 t/an

